

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE DE LA TUILERIE SAS

2 Fonsseau - Touzac
16120 Bellevigne

Références : 2026 414 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007209507

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement DISTILLERIE DE LA TUILERIE SAS implanté 2 Fonsseau - Touzac 16120 Bellevigne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE DE LA TUILERIE SAS
- 2 Fonsseau - Touzac 16120 Bellevigne
- Code AIOT : 0007209507
- Régime : Autorisation

L'établissement est dédié à la production et au stockage d'eaux-de-vie. Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25 février 2025 pour l'exploitation :

- de 9 cellules de stockages, totalisant une capacité de stockage d'eaux-de-vie de 4 123 m³ (rubrique 4755- régime A) ;
- d'une distillerie de 8 alambics de 25 hl (rubrique 2250 - régime E) ;
- d'une cuverie à vins d'une capacité de 72 434 hl (rubrique 2251 - régime E) ;
- d'une cuve de propane de 12 t (rubrique 4718 - régime DC) ;
- les brûleurs des alambics représentent une puissance totale de 1,04 MW (rubrique 2910 - régime DC).

Contexte de l'inspection : Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Désaffectation des anciens chais B et C	Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 1.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Exploitation d'un puits	Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 2.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
9	Registre de sécurité	Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 4.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Modifications du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article d) de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article g) de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
12	Entretien du bassin de stockage des vinasses	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58.IV	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
2	Maintien en exploitation du chai A	Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 1.1.2
4	Modifications du chai 6	Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 1.2.2
8	Matériaux des canalisations des écoulements accidentels	Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 4.1.5.IV

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de la présente inspection que l'exploitant a maintenu en service les anciens chais vétustes (chais B et C) du site qui devaient être vidés alors que tous les nouveaux chais projetés autorisés en 2025 ont été construits et mis en service.

Par ailleurs, tous ces nouveaux chais, autorisés par voie d'arrêté préfectoral de février 2025, ont été mis en service sans la détection automatique incendie prévue.

Sur ces deux points, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. (...) Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks est suivi sur un fichier tableur interne, tenu à jour à chaque mouvement, et accessible à distance. L'exploitant a présenté une extraction des données sous format synthétique. Au 26/02/2026, l'état des stocks d'eaux-de-vie est de 3 584 m ³ . Cette quantité stockée est en deçà de la QSP réglementaire autorisée par AP de février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maintien en exploitation du chai A

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Modifications apportées aux installations
Prescription contrôlée : (...) Transformation du chai A en chai de pineau de 165 m ³ (...)
Constats : Le chai A n'a pas été transformé en chai à pineaux et reste utilisé comme chai de distillation (stockage des eaux-de-vie nouvelles), associé à l'actuelle distillerie. L'exploitant a déposé le 27 février 2025 à la sous-préfecture de Cognac un dossier de porter-à-connaissance (PAC) en vue de conserver l'affectation de ce chai au stockage d'eaux-de-vie. D'après ce dossier, ce chai A sera associé à une capacité de rétention déportée de 280 m ³ , équipée en amont d'une fosse d'extinction, implanté en lieu et place du bassin à vinasses de la distillerie actuelle. Cette capacité de rétention déportée n'a pas été construite en raison du report du projet de construction de la nouvelle distillerie et du maintien en activité de la distillerie actuelle. Actuellement, le chai A dispose d'une capacité de rétention interne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ En vue de fixer les prescriptions applicables à ce chai, l'inspection demande à l'exploitant de reprendre son dossier PAC de février 2025 afin de clarifier et préciser les conditions d'exploitation de ce chai (cf. courrier de demande de compléments transmis à l'exploitant)

parallèlement au présent rapport).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Désaffectation des anciens chais B et C

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Modifications apportées aux installations
Prescription contrôlée : (...) En dehors du chai A, les anciens chais sont destinés à être transformés en bureau ; aucun stockage d'alcools n'y est plus autorisé. (...)
Constats : Les anciens chais B et C, qui devaient être vidés, sont toujours exploités pour le stockage d'eaux-de-vie alors que ces derniers sont vétustes et ne répondent pas aux normes en vigueur en matière de maîtrise du risque d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit retirer l'ensemble des eaux-de-vie stocké dans les anciens chais B et C.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Modifications du chai 6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 1.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Modifications apportées aux installations

Prescription contrôlée :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

(...)

Stockages d'alcool de bouche d'origine agricole de TAV supérieur à 40 % vol. :

Désignation	Surface (en m²)	Modalités de stockage	QSP (en m³)
(...)	(...)	(...)	(...)
Chai 6-01	299,69	16 cuves inox de volume maximal 550 hl	500
Chai 6-02	299,69	16 cuves inox de volume maximal 550 hl	500

Constats :

En lieu et place du chai n°6 initialement compartimenté en 2 cellules 6-01 et 6-02, est remplacé par deux chais séparés d'au moins 6 m :

• un chai n°6, composé d'une seule cellule de stockage ;

- un chai dit « de distillation », qui constituera le chai de distillation de la future distillerie projetée.

Cette modification a été portée à la connaissance du préfet dans le dossier déposé à la sous-préfecture de Cognac le 27 février 2025, dans lequel il est justifié que les distances d'isolement par rapport aux limites de l'établissement et les dispositions constructives prescrites restent respectées.

Dès lors, l'inspection considère que cette modification n'est pas de nature à entraîner d'accroissement significatif des dangers et inconvénients et ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation d'un puits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 2.1.1

Thème(s) : Situation administrative, Origine des prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

L'approvisionnement en eau se fera uniquement par le réseau public d'adduction d'eau potable pour un volume annuel de 4 320 m³. Un système de disconnexion est installé au niveau du raccordement. Un compteur permet le suivi des consommations.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré utiliser l'eau d'un puits présent sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- ➔ L'exploitant doit régulariser le prélèvement d'eau souterraine en déposant un dossier de "porter-à-connaissance" présentant les éléments caractéristiques de ce prélèvement, dont notamment :
 - les coordonnées géographiques (Lambert 93) du point de prélèvement ;
 - la profondeur du point de prélèvement ;
 - la masse d'eau souterraine (et son code Sandre) correspondante ;
 - le débit de prélèvement maximum en m³/h ;
 - le volume d'eau maximum annuel prélevé ;
 - le cas échéant, la rubrique et le régime de classement de l'ouvrage et du prélèvement au regard de la nomenclature « Loi sur l'eau ».
- ➔ Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de justifier la présence d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un système de disconnexion pour ce point de prélèvement d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 4.1.1				
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives				
Prescription contrôlée :				
Bâtiment /local	Dispositions constructives			
	Sol, toiture	Murs	Portes et fermetures	Parois séparatives
(...)	(...)	(...)	(...)	(...)
Chais divisés en deux cellules : 4-01 / 4-02 5-01 / 5-02 6-01 / 6-02	(...) Toitures et couvertures Broof (t3) Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Murs extérieurs au minimum REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures)	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, (...)	Paroi séparative entre cellules d'un même chai REI 240 avec acrotère dépassant d'au moins 1 mètre la couverture de toiture et en façade (...)
<p>Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>				
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de documents de récolement du respect des dispositions constructives, réalisés par l'entreprise ayant conduit les travaux, pour chaque chai listé dans l'autorisation préfectorale de février 2025.</p> <p>Contrôlé par sondage, le document établi pour le chai n°6 indique notamment que les murs extérieurs sont REI240, la toiture Brooft3 et les éléments de plafond A2s1d0.</p> <p>Cependant, ce document n'est pas signé et ne mentionne pas les informations légales de l'entreprise l'ayant établi (siren, adresse, forme juridique, etc.).</p>				
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'inspection demande à l'exploitant de faire compléter le document de récolement aux dispositions constructives présenté avec la signature et les informations légales de la société l'ayant réalisé.</p> <p>➔ Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justifiant que les acrotères dépassent bien de 1 m en toiture.</p>				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant				
Proposition de délais : 1 mois				

N° 7 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. (...) B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, (...), qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance. (...)
Constats : Le système de détection automatique d'incendie n'a pas encore été installé, dans aucun des chais. L'exploitant explique avoir eu des difficultés à obtenir plusieurs devis et à choisir le système adapté. Il déclare que le système est désormais choisi et que les travaux seront bientôt programmés. Par courriel du 5 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection les devis et bons de commande signés pour l'installation du système de détection incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit faire installer le système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme prévu dans son étude de dangers. → L'inspection demande à l'exploitant de l'informer des dates des travaux d'installation du système et de lui transmettre les éléments justificatifs une fois que le système sera opérationnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 8 : Matériaux des canalisations des écoulements accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 4.1.5.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : (...)La zone de collecte, le drainage, la rétention déportée et la fosse d'extinction, sont conçus, dimensionnés et construits afin de : (...) Résister aux effluents enflammés ; en particulier, en amont de la fosse d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles ;
Constats : L'exploitant a présenté une facture des travaux de réalisation des réseaux mentionnant la pose de buses béton D400.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registre de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2025, article 4.3.2												
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation												
Prescription contrôlée : l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : <table border="1" data-bbox="333 396 1270 678"><thead><tr><th>Type de matériel</th><th>Fréquence minimale de contrôle</th></tr></thead><tbody><tr><td>Extincteurs</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Système de détection incendie</td><td>Semestrielle</td></tr><tr><td>Dispositifs de désenfumage</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Réserve d'eau contre l'incendie</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Réserve d'émulseur pour les PIA</td><td>Annuelle</td></tr></tbody></table>	Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle	Extincteurs	Annuelle	Système de détection incendie	Semestrielle	Dispositifs de désenfumage	Annuelle	Réserve d'eau contre l'incendie	Annuelle	Réserve d'émulseur pour les PIA	Annuelle
Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle											
Extincteurs	Annuelle											
Système de détection incendie	Semestrielle											
Dispositifs de désenfumage	Annuelle											
Réserve d'eau contre l'incendie	Annuelle											
Réserve d'émulseur pour les PIA	Annuelle											
Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.												
Constats : L'exploitant a présenté son registre de sécurité, sur lequel il apparaît : <ul style="list-style-type: none">• que les extincteurs sont vérifiés annuellement ;• que les RIA ont fait l'objet d'une 1^{ère} vérification le 05/02/2026 ;• que les exutoires de fumées et de chaleur n'ont pas encore été vérifiés. L'exploitant a présenté un devis signé pour la vérification des exutoires de fumées et de chaleur.												
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le compte-rendu de la vérification des exutoires de fumées et de chaleur une fois qu'elle aura été réalisée.												
Type de suites proposées : Avec suites												
Proposition de suites : Demande d'action corrective												
Proposition de délais : 3 mois												

N° 10 : Modifications du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article d) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage
Prescription contrôlée : (...) Toute modification du plan d'épandage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.
Constats : L'exploitant déclare avoir initié une révision de son plan d'épandage suite à l'ajout d'une 4 ^{ème} exploitation agricole partenaire et à l'extension des surfaces de terres aptes à l'épandage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit veiller à transmettre le plan d'épandage modifié à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article g) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues : <ul style="list-style-type: none"> - les surfaces effectivement épandues ; - les références parcellaires ; - les dates d'épandage ; - la nature des cultures ; - les volumes et la nature de toutes les matières épandues ; - les quantités d'azote global, épandues toutes origines confondues ; - l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage (...). Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chaque semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués. (...)
Constats : L'exploitant a présenté son cahier d'épandage. Celui-ci est renseigné manuellement au stylo. Il y manque les informations réglementaires suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • les surfaces effectivement épandues ; • la nature des matières épandues ; • les quantités d'azote global épandues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit compléter son cahier d'épandage avec les informations requises manquantes : <ul style="list-style-type: none"> • les surfaces effectivement épandues, notamment lorsque seule une partie d'une grande parcelle a reçu l'épandage ; • la nature des matières épandues (vinasses et eaux de lavage) ; • les quantités d'azote global épandues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Entretien du bassin de stockage des vinasses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant vérifie régulièrement et au moins une fois par an l'état de l'étanchéité du stockage.
Constats : L'exploitant déclare effectuer un nettoyage du bassin à vinasses toutes les 2 semaines et une vérification de son étanchéité une fois par an. Il déclare avoir procédé à 2 points de réparation lors de la vérification 2025. L'exploitant n'a pas mis en place de document d'enregistrement de ces opérations de vérifications et d'entretien.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un document de suivi des opérations de vérifications et d'entretien annuel du bassin à vinasses, mentionnant par exemple dates, visa de l'opérateur, observations, photos, etc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois